

La Chine reconnue officiellement

Indépendamment des raisons qui ont poussé de Gaulle à le faire, la reconnaissance officielle de la Chine est un succès à porter à l'actif du mouvement révolutionnaire socialiste.

La victoire il y a quinze ans de la troisième révolution chinoise aboutit à changer irrésistiblement le rapport des forces mondiales. Dès lors la lutte permanente entre l'impérialisme coalisé et la révolution prolétarienne se déroula à partir d'une position de force favorable à cette dernière.

Acquise au travers de la mobilisation sans précédent des masses innombrables de paysans chinois, cette victoire accéléra d'un coup toute la lutte des peuples colonisés. C'est par centaines de milliers que les soldats de Tchong-Kai-chek passaient avec armes et bagages — fournis par les Américains — du côté de l'armée populaire. L'un après l'autre, les grands centres chinois tombaient aux mains du peuple armé. La Chine brisait avec son passé de léthargie, [sous la direction du parti communiste] elle réalisait son unité nationale, créait un nouvel appareil d'Etat et commençait la transformation socialiste de la société. Cependant, l'influence internationale de la révolution chinoise fut loin d'atteindre en ampleur celle de l'U.R.S.S. des premières années, l'U.R.S.S. de Lénine et Trotsky. Ceci pour plusieurs causes.

L'empirisme de la direction chinoise — son éducation stalinienne qui l'empêcha entre autres de tirer toutes les leçons théoriques de sa victoire, véritable consécration de la théorie de la révolution permanente — ne l'orienta pas vers le développement des mouvements révolutionnaires à ses portes, mais plutôt vers la création d'Etats tampons entre elle et l'impérialisme. De là découla son attitude opportuniste vis-à-vis d'Etats féodaux tels que le Pakistan ou encore ses rapports durant plusieurs années avec le Dalaï Lama au Tibet.

L'autre raison majeure fut le blocus hâtivement dressé par l'impérialisme autour d'elle. Et ce blocus de fait tint tant que les U.S.A. purent imposer leurs vues à ses partenaires.

La Grande-Bretagne qui avait reconnu en 1950 la Chine Populaire fut conduite très rapidement à geler ses relations avec celle-ci. Aujourd'hui, le monde est bien différent d'il y a quinze ans.

L'IMPERIALISME DESUNI

La révolution coloniale ne s'est pas interrompue et la politique colonialiste de répression directe a fait place largement au néo-colonialisme et à ses méthodes plus souples. Les antagonismes inter-impérialistes longtemps contenus remontent à la surface et sous l'impulsion d'un De Gaulle la sainte alliance atlantique subit de rudes épreuves.

La reconnaissance officielle de la Chine par De Gaulle traduit cette nouvelle réalité.

Le jeu diplomatique du régime gaulliste est audacieux mais somme toute classique. Le capitalisme français transformé, engagé dans le cadre du Marché Commun, n'ignore pas qu'à une étape ultérieure, inévitablement le nouveau bloc économique se heurtera aux Etats-Unis, fortement implantés à l'intérieur de ce marché. Après « la guerre du poulet » ceci n'est un secret pour personne, la discussion tarifaire appelée « Kennedy round » se présente déjà comme une belle bataille. Dans ce combat il convient de part et d'autre d'avoir des cartes dans sa manche.

ROBERT BONNAUD, LE MARXISME ET L'ALGERIE

L'hostilité de militants français qui se réclament du socialisme du communisme ou du marxisme en général, à l'égard des dirigeants algériens qui ont engagé le pays sur la voie du socialisme, peut sembler étrange quand il ne s'agit pas des chevaux de retour du néo-colonialisme et du réformisme respectueux. L'un d'entre eux, Robert Bonnaud, s'est efforcé de fonder cette hostilité en théorie. D'autres, dont les mobiles sont peut-être moins purs, se cachent derrière lui. Que vaut vraiment cet « apport scientifique » ?

NASSERISME ET BEN-BELLISME

Le numéro 1 des « Cahiers révolutionnaires », de R. Bonnaud, s'est donné pour but d'aider l'opposition au régime de Ben Bella à mieux comprendre la nature de ce régime. Il lui est apparu, en effet, que cette opposition, qui mérite, selon ses termes, « l'attention et la sympathie », sans être une opposition révolutionnaire « qui mérite pleinement ce nom » pourra prendre des formes plus satisfaisantes, pour peu qu'elle reçoive quelques conseils de sa part. R. Bonnaud a donc entrepris de lui expliquer qu' : « il ne faut pas croire que le régime actuel (de l'Algérie) est lié à la grande bourgeoisie algérienne », ce régime est nassérien. Pour lui, le régime nassérien signifie le pouvoir de la petite et de la moyenne bourgeoisie, érigés en force politique indépendante et tenant en mains l'appareil d'Etat.

Il ressort de ces prémisses que R. Bonnaud ne comprend ni le nassérisme ni la nature de classe de l'Etat égyptien, ni les bouleversements sociaux en cours en Algérie. Il ne voit pas que, si le régime de Nasser a porté des coups au féodalisme et réduit la puissance des propriétaires fonciers, il est, sous une forme bonapartiste (c'est-à-dire avec une indépendance relative par rapport à sa base de classe), l'expression de la grande bourgeoisie, avec laquelle s'interpénètre la bureaucratie militaire.

Par ailleurs Bonnaud a découvert que l' « étatisation

De Gaulle n'ignore pas que dans la lutte économique, il n'est qu'un nain face au géant américain. Il sait qu'il ne peut compter sûrement sur ses alliés allemands ou italiens qui supportent mal son ambition. Tenu en échec sur le front européen, il lui fallait trouver un autre terrain.

DE GAULLE ET LE « TIERS-MONDE »

Ce nouveau terrain, c'est le « tiers-monde ». Là, l'impérialisme français est maintenant plus à son aise. Avec la défaite essuyée en Algérie, il est dégagé du colonialisme pur. Sa politique a retrouvé une marge de manœuvre plus grande que celle dont elle disposait depuis de longues années.

Avec la rupture sino-soviétique, il lui revenait la tentative d'élargir la brèche par un rapprochement avec la Chine. Tout y concourait. L'U.R.S.S. discutait directement avec les Etats-Unis ne présentant que peu d'intérêt pour le capitalisme français. Par contre, la Chine offre de multiples avantages. L'arrêt de ses échanges avec l'U.R.S.S. et les démocraties populaires la pousse à rechercher de nouveaux fournisseurs. Le marché chinois est vaste et l'on comprend que des capitalistes soient alléchés. De plus, la Chine mène surtout la lutte contre le chef de file de l'impérialisme qui se trouve pour l'heure opposé à De Gaulle.

A partir de là, on peut facilement recomposer toutes les combinaisons que la diplomatie gaulliste peut échauffer.

La politique des Américains est dans l'impasse dans plusieurs endroits du monde, et en particulier au Sud-Vietnam, où les capitaux français conservent encore des intérêts. Dans la conquête des marchés des pays ex-coloniaux face aux Etats-Unis, handicapés par le rôle de gendarme impérialiste qu'ils jouent un peu partout, la politique gaulliste trouvera des appuis en se présentant comme « neutraliste ». C'est en Afrique, où les U.S.A. depuis plusieurs années tentent de s'infiltrer massivement comme au Congo-Léopoldville, que devrait se dérouler les plus gros affrontements. Le continent africain constituant la réserve principale des matières premières pour l'Europe.

Dans cette bataille, l'impérialisme français croit-il pouvoir compter sur l'aide de la Chine ? Il ne va sans doute pas jusque-là. Mais sans doute espère-t-il que celle-ci, concentrant ses feux exclusivement contre l'impérialisme américain, lui facilitera la collaboration avec les bourgeois nationaux moyennant quelques avantages diplomatiques.

L'EXPLOSION ATOMIQUE : UN TEST

La dernière épreuve de la solidité des rapports qui viennent de se créer ne sera pas la question des deux Chines. Cette question est déjà réglée. Tchong-Kai-chek, malgré tous « les sentiments d'affection particuliers » ou autre « camaraderie d'armes » de De Gaulle a payé le prix. Taïpeh ne fait pas le poids. La première épreuve sérieuse qui se profile à l'horizon est l'explosion atomique que prépare la France en Océanie. Le journal de l'U.N.R. « La Nation » l'a laissé entendre en ces termes : « Il convenait que la France ait des rapports avec la puissance la plus importante d'une région où elle construit d'énormes installations ».

de l'économie » n'est pas l' « essentiel » ni la « base essentielle » du socialisme. Pour déterminer la nature de classe d'un régime, il faut, dit-il, savoir « à qui profitent » les nationalisations. En Egypte, « l'étatisation de l'économie urbaine » n'a pas « profité » aux travailleurs. En Algérie, par contre, « si les nationalisations continuent de s'effectuer sur le mode actuel, elles profiteront aux travailleurs permanents des grandes fermes et des entreprises urbaine... et surtout à la petite-bourgeoisie (il ne dit pas en quoi). Si on comprend bien, la nature des deux régimes est la même parce que les « nationalisations » profitent aux travailleurs dans un cas, et dans l'autre non !

Serrons la comparaison. La bourgeoisie égyptienne a fait aux travailleurs des villes d'importantes concessions d'ordre économique (abandon d'une fraction de la plus-value sous des formes diverses : réduction de la journée de travail, « participation aux bénéfices », etc.). En ce sens les nationalisations profitent aux ouvriers des villes (alors qu'en Algérie, elles pourraient très bien ne pas profiter suffisamment aux ouvriers du secteur autogéré, à partir du moment où la ponction exercée par l'Etat sur la plus-value produite par ce secteur dépasserait certaines limites). Par contre, la réforme agraire égyptienne n'a rien apporté aux ouvriers agricoles, dont elle a, au contraire, aggravé le sort. Elle a réduit la puissance économique (et politique) des propriétaires fonciers, en leur laissant cependant l'essentiel des bonnes terres, et favorisé les fermiers exploitant le travail salarié.

En Egypte, une partie des moyens de production est accaparée par l'Etat bourgeois ; en Algérie les ouvriers des domaines et des usines autogérées en sont les maîtres. Petite différence ! Jusqu'à preuve du contraire, une société est caractérisée par les rapports de production qui existent en son sein, et la « base » du socialisme est la propriété sociale des moyens de production. Mais, pour le théoricien Bonnaud, ce qui caractérise la révolution socialiste, c'est « l'adoption collective de l'humanisme athée ». Ce socialisme radical ressemble à du radical-socialisme, mais à coup sûr pas à du marxisme.

D'ailleurs, sauf erreur, Castro n'était pas marxiste lorsqu'il s'engagea dans l'action armée, et l'un de ses compagnons se réclamait de sa foi religieuse devant les juges de Batista. Naturellement, il n'est pas indifférent que la révolution algérienne soit, à l'étape

DECLARATION DU SECRETARIAT UNIFIE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE

La IV^e Internationale souligne la très grande importance de la reconnaissance diplomatique de la République Populaire de Chine par le gouvernement français, indépendamment des mobiles de celui-ci.

Cette reconnaissance témoigne du rayonnement acquis par la Chine à la suite des transformations résultant de la victoire de la révolution socialiste dans ce pays. Elle est également, dans les conditions actuelles, une rupture décisive du blocus diplomatique qui fut instauré de facto contre la République Populaire de Chine depuis 1950. Elle sera le point de départ d'une amplification des relations économiques entre la Chine et le monde capitaliste à un moment où le commerce entre la Chine et les autres Etats ouvriers se trouvait dangereusement réduit.

La victoire diplomatique de la Chine contribue indirectement à dissiper les mensonges répandus sur le prétendu « bellicisme » de la direction chinoise à l'occasion du différend sino-soviétique.

Elle est également un témoignage des progrès accomplis par la révolution coloniale dans le monde entier.

Mais cette reconnaissance qui constitue un succès diplomatique aux dépens de l'impérialisme américain ne signifie en aucune façon un affaiblissement de la coalition atlantique ni l'abandon des plans et machinations impérialistes contre la révolution coloniale, surtout là où elle se développe en révolution socialiste. Elle ne justifie aucunement une politique dite de « coexistence pacifique » qui vise au maintien du statu quo à l'échelle mondiale. Pour le mouvement ouvrier et le mouvement des masses des pays colonisés, la reconnaissance de la Chine sera un stimulant à la lutte révolutionnaire pour le renversement du capitalisme à l'échelle mondiale, n'impliquant aucun relâchement de la lutte contre les gouvernements bourgeois — avant tout contre le pouvoir gaulliste — qui ont reconnu la Chine.

Le 27 janvier 1964.

On peut être sûr que la réaction de Mao Tsé Tung devant le champignon atomique français est déjà attendue par Khrouchtchev et qu'elle comptera dans la lutte actuellement engagée pour le leadership du mouvement communiste international.

Quoi qu'il en soit, la Chine en étant reconnue officiellement par la France peut rompre de manière définitive l'isolement qui était encore le sien. Elle doit profiter au maximum des avantages ouverts par les désaccords impérialistes. La victoire qu'elle vient de remporter c'est la victoire des millions de Chinois qui se sont engagés sur le chemin du socialisme. C'est la victoire des masses coloniales et du mouvement ouvrier international dont la prochaine tâche est de faire entrer la Chine à l'O.N.U. et d'y changer définitivement le rapport des forces. Mais pour que cette défaite de l'impérialisme soit effective, il importe que la direction chinoise ne tombe pas aussitôt dans une collaboration opportuniste avec un impérialisme secondaire.

Gilbert MARQUIS.

actuelle, idéologiquement confuse, et il n'est pas garanti que sa direction deviendra automatiquement marxiste-léniniste. Il n'empêche que même à s'en tenir aux aspects idéologiques elle se différencie absolument du nassérisme. Prenons seulement l'attitude envers la révolution cubaine : Bonnaud nous parle de nassérisme camouflé en castrisme. Mais, l'exemple cubain n'est pas connu spontanément des masses algériennes ; il a été popularisé par la direction Ben Bella. Comment une direction nassérienne, c'est-à-dire bourgeoise, prendrait-elle le risque de répandre des idées aussi dangereuses pour elle ?

LA THEORIE DES « KOULAKS COLLECTIVISTES »

Autre thème : Pour le goût des purs et sectaires défenseurs du socialisme abstrait, la réaction de l'impérialisme français aux mesures socialistes en Algérie est trop faible et, pour eux, c'est la preuve que ces mesures ne sont pas socialistes.

Il n'est cependant pas difficile de comprendre que l'Algérie se trouve dans une situation transitoire, où une partie de l'industrie et du commerce a été remise à la gestion des travailleurs, sans que, pour autant, soit liquidée l'interpénétration de l'économie algérienne avec le capitalisme français qui conserve d'importants intérêts (et il ne s'agit pas seulement du pétrole). Le gaullisme se trouve ainsi obligé de manœuvrer et de prendre, dans une certaine mesure, son parti de la nationalisation des domaines agricoles ou de la presse, s'il ne veut pas courir le risque de précipiter la socialisation totale de l'économie algérienne, sans parler de la crainte qu'il a d'un engagement plus profond de l'Algérie aux côtés des pays socialistes. La direction algérienne manœuvre elle aussi le gaullisme et nul ne saurait le lui reprocher.

Mais Bonnaud a encore un argument, le plus fort selon lui et ses amis : le régime de Ben Bella favorise les ouvriers permanents, « privilégiés » par rapport aux ouvriers saisonniers, aux chômeurs, aux paysans sans terres (ou avec trop peu de terres). Et l'on voit apparaître la « théorie » des « koulaks collectivistes » (reprise par une revue comme *Révolution*, qu'on aurait pu croire plus sérieuse).

Tout d'abord, remarquons que les ouvriers permanents des usines et des domaines autogérés ne sont rien d'autre que la classe ouvrière algérienne.

(suite en page 5)